



# Résumé

Le 19 janvier 2021, des conférenciers du Canada comme de l'étranger se sont réunis pour discuter de l'économie circulaire et des possibilités qu'elle recèle pour le Nord de l'Ontario, aujourd'hui et pour l'avenir. L'économie circulaire désigne un système qui réduit les déchets en réutilisant des matériaux pour créer de nouveaux produits.

Ana Belen Sanchez, spécialiste en matière d'emplois verts auprès de l'Organisation internationale du Travail (OIT) des Nations Unies, a évoqué l'économie circulaire dans le contexte du travail. Sa présentation a fait ressortir plusieurs considérations clés :

→ Les emplois verts ne constituent pas juste des emplois décents : ils impliquent des conditions de travail sécuritaires, des protections sociales, le respect du dialogue social et des droits des travailleurs, et d'être créés dans tous les secteurs de l'économie.

→ Le changement climatique et les politiques connexes auront des répercussions sur les emplois et la productivité; une adaptation de l'industrie s'impose donc. Cela veut dire que l'économie verte et les mesures d'économie circulaire impliqueront de modifier les méthodes de production dans tous les secteurs. Il s'agit là d'un point très important pour certains secteurs, notamment l'exploitation minière, la fabrication, l'énergie, les transports et l'agriculture.

→ L'OIT a conçu un scénario prévoyant une hausse annuelle de cinq pour cent de l'économie circulaire (p. ex. cinq pour cent de plastiques, de verre, de pâte de bois, de métaux et de minéraux recyclés en plus, sachant que ces nouveaux matériaux recyclés se substitueront à l'extraction directe des ressources primaires). Si l'on se fonde sur ce scénario, les répercussions sur les emplois sont importantes. Même si l'on créait 78 millions d'emplois, on risque d'en détruire 71 millions. Sur ces 71 millions d'emplois, 49 pourraient être réaffectés à des postes similaires grâce à des programmes de redimensionnement. Par ailleurs, 21 de ces 71 millions d'emplois pourraient être détruits faute de recevoir une formation pour occuper de nouveaux emplois dans de nouveaux secteurs.

→ Si l'on compare l'évolution des emplois en fonction du sexe, on constate qu'aujourd'hui, les hommes sont plus nombreux que les femmes à travailler dans des secteurs liés à l'économie circulaire. Cette inégalité se poursuivra faute de politiques pour y remédier.

→ À mesure que ces changements se produisent, il est absolument nécessaire de veiller à ce que les travailleurs et travailleuses vivent une transition juste. Mais s'assurer que ces changements soient bénéfiques ne suffit pas : il faut aussi en mesurer les effets néfastes.

→ Il est donc essentiel qu'un consensus social soit établi entre les différents acteurs.

Comme l'explique Sanchez, l'économie circulaire a un impact direct sur la qualité et la division du travail. Avec l'aggravation de la pollution atmosphérique, les travailleurs sont exposés à des problèmes de santé. Les températures plus élevées entraînent également un stress dû à la chaleur chez les travailleurs. De nombreux emplois sont dépendants des écosystèmes, et les gens perdent leur emploi à mesure que le monde perd ses principaux écosystèmes. Les catastrophes naturelles sont une autre cause de décès qui pourrait avoir un impact sur la production de travail. La mise en place et le maintien d'une économie circulaire est nécessaire pour lutter contre les effets du changement climatique et protéger nos travailleurs. Elle crée des emplois, mais elle garantit également que les gens travaillent dans des conditions saines et équitables.



Spécialiste en matière d'emplois verts auprès de l'Organisation internationale du Travail des Nations Unies

Ana Belén Sánchez est ingénieur agronome et titulaire d'un master en énergies renouvelables et marché de l'énergie de la School of Industrial Organization. Elle est également titulaire d'une maîtrise en économie agricole de l'Université de Londres. Elle est la spécialiste des emplois verts pour l'Amérique latine et les Caraïbes à l'Organisation internationale du travail (OIT), basée au Mexique. Auparavant, elle était coordinatrice du département de durabilité de la Fundación Alternativas en Espagne et spécialiste du changement climatique au siège de l'OIT à Genève. Ces dernières années, elle a travaillé sur l'agenda des emplois verts, du changement climatique, de l'énergie et de la durabilité avec différentes organisations, notamment Greenpeace, Unicef, ISTAS et ECODES.

# Objet

Ce commentaire est la transcription d'une présentation donnée par Ana Belen Sanchez lors de l'événement en ligne organisé le 19 janvier 2021 dans le cadre de l'Initiative économie circulaire du Nord de l'Ontario. La personne chargée de la transcription a adapté certaines parties du texte à des fins structurelles et narratives. Cette présentation peut être visionnée sur la chaîne YouTube de ParlAmerica.

L'objectif de l'événement était d'explorer les possibilités actuelles et futures, pour le Nord de l'Ontario, d'une économie circulaire, soit un système qui « vise à dissocier graduellement croissance économique et utilisation des ressources limitées » (Ellen MacArthur Foundation, sans date, traduction) — en d'autres termes, à réduire les déchets en réutilisant des matériaux pour créer d'autres produits. Ce faisant, nous pouvons créer plus de communautés autosuffisantes, produire plus d'emplois, devenir notre propre chaîne d'approvisionnement, et ce, dans l'intérêt de toutes les régions du Nord de l'Ontario.

« En fin, le terme « circularité » pourrait n'être qu'un moyen de nous faire prendre conscience que nous avons besoin d'une voie de durabilité plus englobante, intégrée et réparatrice, qui inclut les personnes autant que la technologie et la nature. »

- Michiel Schwarz, un sustainist lexique



# Les scénarios de demain en matière de travail

Cette présentation vise à montrer le lien entre la question de l'économie circulaire et ses conséquences sur les emplois verts, ainsi que de présenter le concept de transition gazière, que l'OIT étudie et défend depuis déjà de nombreuses années. L'OIT fait partie du système des Nations Unies, mais nous sommes uniques car nous sommes la seule agence tripartite de l'ONU. Autrement dit, nos électeurs sont les gouvernements, les employeurs et les travailleurs, et ces trois entités collaborent pour trouver un consensus afin que chacune de nos décisions et l'ensemble de nos travaux se fondent sur le dialogue social, qui est le résultat de la collaboration et de l'entente entre les gouvernements, les employeurs, les travailleurs du secteur privé et les syndicats.

Notre objectif principal est d'établir des normes de travail à l'échelle internationale, formuler des stratégies et élaborer des programmes visant à encourager la création d'emplois décents pour les hommes comme pour les femmes, pour les économies urbaines comme rurales, pour les populations migrantes comme pour les peuples autochtones, pour absolument tout le monde. Les buts principaux de l'OIT sont donc de promouvoir les droits au travail, d'encourager la création d'emplois décents et de développer la protection sociale car dans le monde, de nombreuses personnes n'ont pas accès à la sécurité sociale, ou à la retraite ou aux prestations de chômage, par exemple en Amérique latine ou dans les Caraïbes. Pour vous donner une idée de l'ampleur du problème, environ la moitié de la population active n'a accès à aucune des prestations que je viens de mentionner. En dernier lieu, nous nous efforçons de renforcer le dialogue social.

Je voudrais expliciter un peu la nature et l'ampleur des conséquences positives qui découlent de l'économie circulaire et de la création d'emplois décents. Avant de me lancer dans cette discussion, je voudrais revenir sur la définition de « emplois verts ». Tout d'abord, il s'agit d'emplois décents. Cet aspect nous tient particulièrement à cœur, puisqu'on ne peut pas s'attendre à ce que n'importe quel emploi créé grâce à une politique environnementale mérite d'être appelé « emploi vert » : il doit aussi s'agir d'un emploi décent. Autrement dit, il s'agit d'un emploi qui offre un salaire décent, permettant aux travailleurs de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. En deuxième lieu, ces emplois ont lieu dans des conditions sécuritaires : autrement dit, pas d'accidents ou de maladies professionnelles. En troisième lieu, ils prévoient une protection sociale (comme indiqué plus haut, il s'agit des prestations de retraite et de chômage, des services de santé, etc.). Pour finir, ils respectent le dialogue social et les droits des travailleurs. C'est un point très important, parce que dans certains pays, les travailleurs n'ont aucun droit.



Les emplois verts sont aussi des emplois décents qui sont créés dans tous les secteurs de l'économie (agriculture, fabrication, services, etc.). Au sein de ces secteurs, ces emplois améliorent l'efficacité énergétique et optimisent celle des matériaux, limitent les émissions de gaz à effet de serre, minimisent les déchets et la pollution, protègent et restaurent les écosystèmes (protection de la biodiversité), encouragent l'adaptation aux effets du changement climatique, et promeuvent l'économie circulaire.

Le travail et l'environnement sont liés de différentes façons. Le premier lien est la pollution atmosphérique. Dans de nombreuses villes, elle est particulièrement élevée. Elle réduit la productivité et les heures de travail essentiellement dans les zones urbaines, occasionne des maladies respiratoires chroniques et, comme vous le savez, on a plus de risques de contracter la COVID-19 dans les zones polluées, donc la pollution n'est pas seulement mauvaise pour l'emploi, mais aussi pour la santé.

Le deuxième lien est le changement climatique. Il existe un lien très fort entre le stress thermique et l'emploi. D'après les études entreprises par mes collègues il y a environ deux ans, le réchauffement de la planète provoquera la perte d'environ 72 millions d'emplois à temps plein d'ici 2030.

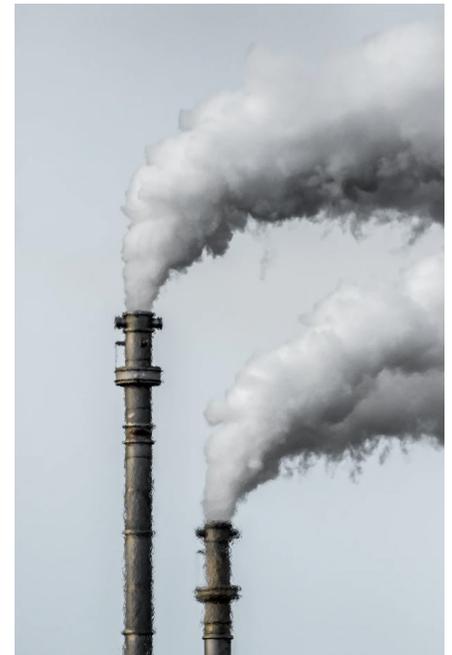
Le troisième lien est la perte de biodiversité et les dégâts infligés aux écosystèmes : 1,2 milliard d'emplois dépendent directement des services écosystémiques. L'industrie pharmaceutique, par exemple, dépend des apports de la biodiversité et des intrants en eau, et tous ceux-ci dépendent directement des services écosystémiques, et comme vous le savez tous, les pertes de biodiversité se répercutent directement sur tous ces emplois qui en dépendent.

Le quatrième lien concerne les catastrophes naturelles, qui ne cessent d'augmenter partout dans le monde. Depuis l'an 2000, nous avons perdu 23 millions d'années de vie active, et ce nombre ne cesse malheureusement d'augmenter.

Enfin, je voudrais mentionner un point qui n'est pas forcément pertinent pour le Canada, mais qui l'est beaucoup pour l'Amérique latine et les Caraïbes, à savoir que l'emploi informel constitue un obstacle à la conformité aux réglementations environnementales. Dans de nombreux pays, les travailleurs n'ont pas de contrat de travail ou une relation formelle avec leur employeur.

Compte tenu des points présentés ci-dessus, comment l'économie verte, l'économie circulaire et le changement climatique influencent-ils ces travaux, positivement ou négativement? Nous constatons des conséquences positives qui sont très importantes, et certains des conférenciers précédents ont déjà souligné obtenir des choses positives en matière d'environnement. On créera de nouveaux emplois, de nouvelles entreprises, l'innovation aboutira à de nouveaux produits et services pour le réseau électrique, ou des édifices plus écologiques comme les hôpitaux dont nous a parlé le Dr Bota. Par ailleurs, notre infrastructure deviendra plus résiliente, ce qui est bien sûr une bonne chose pour le développement de notre chaîne de valeur.

« 72 millions d'emplois à temps plein seront perdus d'ici 2030 en raison de la température plus élevée du changement climatique. »



Pour autant, il ne faut pas oublier que le changement climatique, tout comme les stratégies adoptées pour le contrer et l'économie verte, va aussi avoir des répercussions sur l'emploi, et que certains secteurs devront s'adapter, faute de quoi on assistera à une perte d'emplois. Et certains secteurs, comme celui des énergies fossiles, subiront des pertes. Le changement climatique aura aussi des conséquences majeures sur la productivité. De plus, il existe des répercussions sur la sécurité et la santé au travail, et les conflits concernant les ressources enflent partout.

Cela veut dire que l'économie verte et les mesures d'économie circulaire impliqueront de modifier les méthodes de production dans tous les secteurs. Il s'agit là d'un point très important pour certains secteurs déjà mentionnés, notamment l'exploitation minière, la fabrication, l'énergie, les transports et l'agriculture... autant de secteurs qui vont expérimenter, avec à la clé de lourdes conséquences pour les emplois créés dans ces secteurs. C'est important pour les émissions de gaz à effet de serre et pour l'exploitation des ressources naturelles, elle-même importante pour l'économie circulaire et la biodiversité. Les mesures nécessaires transformeront ces industries en profondeur. Il faut qu'elles s'adaptent, il faut qu'elles changent, et ces changements entraîneront à leur tour des changements en matière d'emploi.

Il y a un an, l'OIT a publié un rapport axé sur un scénario prévoyant que l'économie circulaire augmenterait de cinq pour cent par an. Autrement dit, il y aurait cinq pour cent de plastiques, de verre, de pâte de bois, de métaux et de minéraux recyclés en plus, sachant que ces nouveaux matériaux recyclés se substituerait à l'extraction directe des ressources primaires. Nous avons voulu comprendre ce que cela pouvait impliquer en matière d'emploi. Sur la base de ce scénario, cette hausse annuelle de cinq pour cent du recyclage suffirait probablement à créer 78 millions de nouveaux emplois, mais elle s'accompagnerait aussi du risque que de très nombreux travailleurs (71 millions) voient leurs emplois disparaître. Ces chiffres nous permettent aussi de savoir que 49 millions de ces emplois pourraient être réaffectés. Bien sûr, cela demandera de mettre en place des programmes de reconversion et de perfectionnement professionnel pour permettre aux travailleurs de retrouver un poste similaire dans d'autres industries. Outre ces postes réaffectés, 29 millions de nouveaux emplois nécessiteront une formation entièrement nouvelle, puisqu'il s'agira de nouveaux postes dans de nouveaux secteurs, qui mobiliseront donc de nouvelles connaissances. Enfin, 22 millions d'emplois pourraient disparaître faute de reconvertir les travailleurs pour leur donner les moyens de décrocher l'un des 29 millions de nouveaux emplois verts qui seront créés. Ce scénario fait apparaître que les retombées sur le monde du travail sont immenses, et nous devons donc bien les cerner. C'est ce qu'avance l'OIT : il est essentiel de bien comprendre les répercussions attendues sur nos marchés du travail; il sera autrement très difficile d'y apporter une solution.

« Nous devons bien comprendre quels sont les impacts attendus sur nos marchés du travail, sinon il sera très difficile d'y faire face. »

Figure 1 : Projections sur la croissance et la destruction des emplois, sur la base du scénario envisagé par l'OIT concernant l'évolution de l'économie circulaire d'ici 2030



Source : OIT (2019) « Skills for a Greener Future. »

En ce qui concerne l'industrie, de nombreux secteurs seront principalement affectés par le passage à l'économie circulaire, certains positivement, d'autres moins. Les secteurs qui se développeront incluent tous ceux qui concernent le recyclage, le retraitement et la réparation, et la réutilisation. Les secteurs qui seront probablement les plus à risque incluent tous ceux en lien avec l'exploitation minière et la fabrication. Bien sûr, ce scénario dépend des politiques mises en place au niveau national, régional et territorial.

Un autre aspect concerne le sexe des travailleurs. Si l'on compare l'évolution des emplois en fonction du sexe, on constate qu'aujourd'hui, les hommes sont plus nombreux que les femmes à travailler dans des secteurs liés à l'économie circulaire. Faute de politiques adaptées, cette inégalité se poursuivra, auquel cas on aura une économie verte faisant travailler plus d'hommes que de femmes, et moins de femmes ayant la possibilité d'accéder aux nouveaux emplois pouvant être créés.

Je voudrais maintenant résumer l'essentiel des travaux de l'OIT, et qui concerne la problématique d'une transition juste. Nous devons tous veiller à ce que tous les changements à venir soient bénéfiques à la plupart des travailleuses et travailleurs. Nous devons comprendre la nature et l'ampleur de ces retombées : il nous faut donc mesurer, élucider, évaluer comment une économie circulaire est susceptible d'affecter les marchés du travail. Nous devons repérer les secteurs qui seront touchés positivement et ceux qui seront affectés négativement. C'est essentiel, parce que toutes les décisions doivent être prises dans le cadre d'un dialogue social avec les travailleurs, les employeurs, les gouvernements et les autres parties prenantes concernées. Nous ne devons oublier personne.



Une fois ces renseignements en notre possession, nous devons viser un consensus social, dialoguer avec les communautés et les acteurs locaux, bien sûr, et entamer un dialogue social tripartite. Enfin, après avoir obtenu des données et lancé un dialogue, nous serons en mesure de trouver des politiques et des mesures veillant à ce que la transition repose sur la justice sociale. Nous avons donc mis en place à la fois des politiques pour optimiser les possibilités et des politiques pour minimiser les répercussions négatives.

L'OIT a des lignes directrices pour une transition juste, et elles s'appuient sur quatre grands piliers. L'une concerne les macropolitiques, y compris les stratégies pour le secteur industriel. La deuxième porte sur les politiques d'emploi liées aux entreprises, aux compétences et aux marchés du travail. Le troisième pilier porte sur la protection, la protection sociale et la santé et sécurité au travail, pour que les emplois verts soient aussi des emplois sûrs. Pour finir, le quatrième pilier concerne les droits et le dialogue social. Nous avons des droits au travail, et, comme je l'ai dit, il faut que le dialogue soit participatif.

Le dernier point concerne les compétences. Les compétences sont l'un des principaux volets d'une politique de transition juste. Nous devons nous assurer que les travailleurs aient les compétences adéquates pour l'économie circulaire. À ce propos, nous avons mis en évidence que les professions intermédiaires auront davantage besoin de reconversion que les professions de spécialisation réduite et les professions de haute spécialisation. Autrement dit, les marchés du travail auront besoin de programmes plus longs, qu'il s'agisse de reconversion et de perfectionnement professionnel, d'enseignement technique et professionnel, ou de cours de formation.

De nombreux pays ne prévoient que quelques initiatives de transition. Bon nombre de ces initiatives concernent l'énergie, puisque la transition énergétique est quelque chose qui est déjà en train de se produire. En Europe, il s'agit de l'Espagne, de la France, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Écosse et de la République tchèque; en Amérique, du Costa Rica, du Chili, de l'Argentine, de la Colombie et du Canada; en Asie et en Océanie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie, des Philippines et de la Chine; et en Afrique, de l'Afrique du Sud, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Nigeria et du Sénégal. En Amérique,



le nombre de pays concernés lançant de telles initiatives augmente très rapidement, généralement dans le but de contrer le changement climatique. Le Canada, par exemple, s'est déjà doté d'un comité pour la transition juste afin de faire le point sur les effets de l'extraction du charbon. L'Afrique aussi se focalise fortement sur le changement climatique, et sur la création d'emplois verts en lien avec les effets du changement climatique.

Voici quelques idées pour conclure.

Premièrement, la promotion de l'économie circulaire est bonne pour l'environnement et pour les emplois.

Deuxièmement, on ne peut pas oublier que, même avec ces atouts, une économie circulaire occasionnera de nombreux changements dans les marchés du travail, et qu'il faut repérer leurs conséquences pour les secteurs économiques et au sein des marchés de travail afin de mettre en place les politiques qui s'imposent.

Troisièmement, il est impératif d'adopter une approche axée sur une transition juste pour veiller à ne laisser personne de côté, de sorte que la justice sociale soit le fondement des changements qui donneront lieu à des avantages environnementaux et sociaux. Comment? En évaluant les nouvelles compétences à acquérir, en lançant des programmes pour des emplois verts, et en soutenant le monde des affaires, particulièrement les petites et moyennes entreprises. Il faut pouvoir offrir des programmes de renforcement des capacités aux entreprises qui n'ont pas une idée très claire de ce qu'est une économie circulaire, une économie verte, etc. La promotion des chaînes de valeur de l'économie circulaire locale et régionale est très intéressante parce que cela créera des emplois verts locaux, et ces emplois verts existeront à l'échelle locale quoiqu'il arrive, et donc ne peuvent pas être délocalisés dans un autre pays.

Plus important, nous avons besoin d'instaurer un dialogue social entre les travailleurs, les syndicats, le secteur privé et les gouvernements pour atteindre un consensus et des ententes.



# Travaux cités

Fondation Ellen MacArthur, sans date. « The Circular Economy in Detail. » Consultable en ligne à <https://www.ellenmacarthurfoundation.org/explore/the-circular-economy-in-detail>.

Schwarz, Michiel, Riemer R. Knoop, et Joost Elffers. 2016. « A sustainist lexicon: seven entries to recast the future - rethinking design and heritage. »

# Recherche connexe

Affaires, technologie et innovation  
Aaron Henry

Innovation en santé  
Dr. Gary Bota

Protection de l'eau et durabilité  
Dr. John Gunn

Innovation minière  
Peter Xavier

